

L'enseignement professionnel entre promotion et relégation
Une approche sociologique
Laure Minassian
ed Academia Belgique 2020

La question de base, posée par l'auteure, ingénieure de recherches à la Direction de la Formation de l'Université de Nantes, et ayant soutenu une thèse sur l'enseignement professionnel, est : « Quelle est la fonction sociale de l'enseignement professionnel ? Est-il plutôt un enseignement ouvrant à la promotion sociale, ou plutôt une voie de relégation ? »

Laure Minassian prévient d'emblée qu'elle ne pourra « réaliser la tâche impossible d'en dresser un tableau exhaustif » mais qu'elle propose « de montrer ses nuances entre une histoire propre, ses nombreuses transformations et leurs effets qui l'ont diversement affecté. » Plusieurs pays sont comparés dans cet ouvrage : Allemagne, Belgique, Luxembourg, Suisse, Royaume Uni et la province du Québec.

Le cheminement de pensée de l'auteure, s'articule d'abord, dans une première partie, autour de l'enseignement professionnel au sein de l'histoire et des politiques éducatives. De l'excellence ouvrière à la relégation. Puis, elle prend de la distance avec le cas français pour présenter « le modèle dual-corporatiste » allemand et « le modèle de l'économie de marché libéral » anglais avant d'analyser des statistiques internationales. Le dernier chapitre de cette partie met en évidence l'intersectionnalité de l'enseignement professionnel.

Dans la seconde partie de son ouvrage, Laure Minassian rend compte d'observations « de situations et activités scolaires d'enseignement-apprentissage » en dégagant quelques faits saillants sur la spécificité de la forme scolaire dans l'enseignement professionnel. Le dernier chapitre, à partir de statistiques générales, restitue le devenir des bacheliers professionnels.

En France, « l'enseignement professionnel n'est pas né d'une volonté politique centrale. » Ses premières réformes, au début du XXe siècle, ont eu pour but de protéger les enfants au travail. Après 1945, la nécessaire reconstruction du pays a accentué les besoins en main-d'oeuvre qualifiée, reconnue socialement depuis les revendications du Front populaire. La massification scolaire, commencée en 1959, a utilisé l'enseignement professionnel comme un sas de délestage, soulageant l'enseignement général des élèves jugés inaptes à le suivre. Le choc pétrolier de 1973, la montée du chômage et la réforme du collège unique ont influé sur l'enseignement professionnel, qui s'aligne de plus en plus sur la formation continue, au détriment de l'enseignement général. Enfin, la création du bac pro et la suppression annoncée du BEP ont encore contribué à la réorganisation de cet enseignement. Comme le montre Laure Minassian, les élèves de bac pro sont majoritairement issus des catégories populaires, la division sexuelle du travail y perdure et cette filière est fortement ethnicisée. La loi de 2018 « Pour choisir son avenir professionnel », dite loi Pénicaud, a signé la perte de la compétence de l'apprentissage que détenaient les régions. Le marché est désormais beaucoup plus ouvert, contrôlé par les branches professionnelles, « qui transforment les CFA en prestataires de service. » Et ce sont maintenant elles qui définissent « le besoin en compétences. »

Les recherches historiques ont permis d'identifier trois modèles de formation européens classiques : « le modèle bureaucratique réglementé par l'Etat », c'est-à-dire, le modèle français, « le modèle dual-corporatiste », celui de l'Allemagne et « le modèle de l'économie de marché libéral », en vigueur en Grande Bretagne.

En Allemagne, la formation se déroule traditionnellement sur le lieu de travail, il s'agit d'un héritage des anciennes guildes d'artisans et de petits commerçants. Ce système, dans le cadre duquel « des modes de comportement » tout autant « que des compétences professionnelles techniques et les pratiques correspondantes » forme des ouvriers qualifiés à 400 métiers, dans le respect de la liberté octroyée aux différents Länder. En Angleterre, premier pays européen à vivre la révolution industrielle, l'esprit libéral est hostile « à toute forme d'intervention de l'Etat », ce qui permet aujourd'hui aux entreprises, de développer des qualifications qui répondent aux besoins du marché du travail. »

A travers la présentation et l'analyse de statistiques, Laure Minassian montre les disparités d'orientation, de formation, de diplômes, d'origine sociale, dans l'enseignement professionnel en Allemagne, au Luxembourg, en Suisse, en Belgique et au Québec. L'image finale qui s'en dégage est peu attrayante. « De façon générale, l'enseignement professionnel est donc marqué par son absence de prestige, et sa position véhicule et compose une image générale plutôt négative, en particulier dans les représentations des devenir qu'il offre, à l'exception de quelques « niches » monopolisées par les mieux dotés. Sa place dans l'ensemble des voies de formation comme un choix d'excellence reste donc à construire. »

Dans la partie 3 «La sélection par la culture scolaire, l'origine économique et sociale » Laure Minassian revient d'abord sur ce qu'est l'école, ses attendus, la norme scolaire. L'importance de la dimension scripturale et celle des pratiques langagières est mise en évidence et est analysée à travers des observations réalisées dans un lycée professionnel agricole et une MFR – Maison Familiale Rurale- L'analyse de supports pédagogiques, de dossiers conçus par les élèves, des entretiens et une présence de 6 mois en classe ont permis d'observer les mécanismes d'acquisition de connaissances et de compétences de ces deux groupes d'élèves.

Et, in fine, que deviennent ces jeunes ? Les bacheliers professionnels s'orientent massivement vers les filières STS, « sorte de prolongement du lycée ». Ils sont nombreux à ne pas obtenir le BTS « à l'heure », un tiers des jeunes entre sur le marché du travail tandis que 31 % des titulaires d'un CAP / BEP sont au chômage. Ce travail de recherche se termine sur « le rôle de la mobilité dans la carrière des jeunes ruraux » à travers une série de 15 portraits.

En conclusion, cette étude permet de constater la multiplicité des formes que revêt l'enseignement professionnel, ici en France, comme ailleurs. L'importance jouée par l'orientation, subie sans doute dans de nombreux cas : plus de 70 % des élèves en Suisse ne suivent pas la voie générale, l'impossibilité pour les moins bien nantis d'accéder à ce type d'enseignement et d'y poursuivre une formation supérieure. Mais heureusement, « une émancipation par la technique, offre néanmoins pour certains élèves un recours, et pas des moindres, face à l'imposition des cadres de normalisation dans lesquels il peinent à entrer. Et c'est peut-être là que se situe la respiration apportée par l'enseignement professionnel. »

Le petit plus de cette étude est la présence d'encadrés, au fil des pages, reprenant l'essentiel de l'information, ce qui lui donne une portée très pédagogique et aide à retrouver l'essentiel. Le petit moins est l'absence de pagination dans le corps de l'ouvrage et la répétition, multiple, d'école ou de scolarisation obligatoire, alors qu'en France, la loi dite Jules Ferry, du 28 mars 1882, n'impose que l'instruction.

Bernadette Nozarian

